

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
GRAND CALAIS
TERRES & MERS**

**INSTALLATION ET MISE EN SERVICE
DES EQUIPEMENTS DU STUDIO
D'ENREGISTREMENT DU
CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT
DEPARTEMENTAL**

**CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

SOMMAIRE

Article premier - Objet et caractéristiques principales du marché

- 1.1 - Objet des fournitures
- 1.2 - Tranches et Lots
- 1.3 - Forme du marché
- 1.4 - Durée du marché
- 1.5 - Montant du marché
- 1.6 - Identification des parties
 - 1.6.1 - Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique
 - 1.6.2 - Organisation du pouvoir adjudicateur
 - 1.6.3 - Déclaration de sous-traitance en cours de marché
- 1.7 - Forme des notifications des décisions ou des informations

Article 2 - Documents contractuels

Article 3 - Délai d'exécution - Pénalités - Prime d'avance

- 3.1 - Délai de livraison
- 3.2 - Prolongation de délai
- 3.3 - Pénalités

Article 4 - Conditions de livraison

- 4.1 - Bons de commande
- 4.2 - Emballage
- 4.3 - Transport
- 4.4 - Modalités de livraison des fournitures
- 4.5 - Lieu de livraison des fournitures
- 4.6 - Surveillance en usine
- 4.7 - Moyens mis à la disposition du titulaire
- 4.8 - Aménagement de locaux destinés à l'installation du matériel

Article 5 - Cadre juridique

- 5.1 - Confidentialité et sécurité
- 5.2 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail
- 5.3 - Protection de l'environnement
- 5.4 - Respect des clauses contractuelles

Article 6 - Opérations de vérifications - Décision après admission

Article 7 - Garantie

- 7.1 - Garantie technique
- 7.2 - Prolongation de la garantie technique

Article 8 - Prix

- 8.1 - Forme des prix
- 8.2 - Variation des prix

Article 9 - Avance

Article 10 - Conditions de règlement des fournitures

- 10.1 - Modalités de paiement
- 10.2 - Forme et contenu de la demande de paiement
- 10.3 - Paiement des cotraitants

Article 11 - Retenue de garantie

Article 12 - Délai de paiement

Article 13 - Documentation technique

Article 14 - Formation

Article 15 - Utilisation des résultats - Propriété intellectuelle

Article 16 - Résiliation du marché

Article 17 - Règlement des litiges

Article 18 – Lanque et monnaie

Article 19 - Assurances

Article dernier - Dérogations au C.C.A.G

Cahier des clauses administratives particulières

Article premier - Objet et caractéristiques principales du marché

1.1 - Objet

Les stipulations du présent document concernent les fournitures, la livraison, l'installation et la mise en service des équipements pour le studio d'enregistrement du Conservatoire à Rayonnement Départemental de Calais.

Les besoins de la personne publique sont détaillés dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

1.2 - Tranches et Lots

Les fournitures ne sont pas divisibles en tranches.

Le présent marché n'est pas alloté.

1.3 - Forme du droit et marché

Marché ordinaire passé par un pouvoir adjudicateur.

1.4 - Durée du marché

Le marché prend fin à la livraison, l'installation complète et la mise en service des équipements.

Pour la garantie, se référer à l'article 7 du CCAP.

1.5 - Montant du marché

Le montant du marché est fixé dans l'acte d'engagement.

1.6 - Identification des parties

1.6.1 - Pouvoir adjudicateur - Opérateur économique

Le marché est conclu entre un pouvoir adjudicateur et un opérateur économique ou un groupement d'opérateurs économiques.

1.6.2 - Organisation du pouvoir adjudicateur

Sans objet.

1.6.3 - Déclaration de sous-traitance en cours de marché

Sans objet.

1.7 - Forme des notifications des décisions ou des informations

Les décisions ou informations du pouvoir adjudicateur sont notifiées directement au titulaire par lettre simple ou courrier recommandé avec accusé de réception.

La notification est faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social.

Article 2 - Documents contractuels

Le marché est constitué par les éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- ◆ l'acte d'engagement;
- ◆ le cahier des clauses administratives particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
- ◆ le règlement de consultation ;
- ◆ le détail quantitatif et estimatif dûment rempli et signé par l'entreprise ;
- ◆ le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- ◆ le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services annexé à l'arrêté du 19 janvier 2009 publié au JORF du 19 mars 2009 (C.C.A.G /FCS).

Article 3 - Délai d'exécution - Pénalités - Prime d'avance

3.1 - Délai de livraison

L'intégralité des fournitures devront être livrées et installées au plus tard pour le vendredi 25 août 2017.

3.2 - Prolongation de délai

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de reporter la date de livraison des fournitures.

Les dispositions de l'article 13.3 du C.C.A.G sont applicables.

3.3 - Pénalités

Les pénalités pour retard d'exécution sont celles prévues à l'article 14.1 du C.C.A.G.

Article 4 - Conditions de livraison

4.1 - Bons de commande

Sans objet.

4.2 – Emballage

L'entreprise aura à charge d'évacuer et de traiter dans une filière agréée l'ensemble des emballages des équipements livrés.

4.3 - Transport

Les fournitures sont livrées à destination franco de port.

4.4 - Modalités de livraison des fournitures

Aucune disposition particulière.

4.5 - Lieu de livraison des fournitures

Les fournitures sont livrées à l'adresse suivante :

Conservatoire à Rayonnement Départemental, 43 rue du 11 novembre, 62100 CALAIS.

4.6 - Surveillance en usine

Aucune disposition particulière.

4.7 - Moyens mis à la disposition du titulaire

Il n'est pas remis de moyens appartenant au pouvoir adjudicateur au titulaire.

4.8 - Aménagement de locaux destinés à l'installation du matériel

Sans objet.

Article 5 - Cadre juridique

5.1 - Confidentialité et sécurité

Pas de stipulations particulières.

5.2 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du C.C.A.G, le titulaire respecte les lois et les règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

5.3 - Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

5.4 - Respect des clauses contractuelles

Les stipulations des documents contractuels du marché expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à la consultation, y compris sur d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire ne peut faire valoir, en cours d'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique, sans l'accord express du pouvoir adjudicateur.

Article 6 - Opérations de vérifications - Décision après admission

Les vérifications quantitatives et qualitatives des fournitures livrées sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues au chapitre 5 du C.C.A.G et notamment en son article 23.1.

Suite aux vérifications des fournitures, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 25 du C.C.A.G.

Article 7 - Garantie

7.1 - Garantie technique

Les fournitures sont garanties contre tout vice de fabrication ou défaut de matière pendant 12 mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point, une réparation ou un remplacement qui lui est demandé dans le cadre de la garantie est de deux semaines.

7.2 - Prolongation de la garantie technique

Les dispositions de l'article 28.5 du C.C.A.G sont applicables.

Article 8 - Prix

8.1 - Forme des prix

Les fournitures sont rémunérées à prix unitaires. Les prix unitaires du devis sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

8.2 - Variation des prix

Les prix sont fermes.

Article 9 - Avance

L'exécution du marché ne donnera pas lieu au versement d'une avance.

Article 10 - Conditions de règlement des fournitures

10.1 - Modalités de paiement

Les fournitures sont réglées en une seule fois après la décision d'admission.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou un atelier protégé.

10.2 - Forme et contenu de la demande de paiement

La demande de paiement est établie sous la forme précisée ci-après :

La demande de paiement doit être adressée en 3 exemplaires à l'adresse suivante:

Communauté d'Agglomération Grand Calais, Terres & Mers
Direction des Ressources Financières
76 boulevard Gambetta – CS 40 021
62101 CALAIS Cedex

Elle doit indiquer le numéro du bon de commande ainsi que le numéro de marché et le détail des prestations.

La demande de paiement mentionne le détail des prix unitaires.

10.3 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Article 11 - Retenue de garantie

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie sur les paiements.

Article 12 - Délai de paiement

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par la loi n°2013-100 du 28 janvier 2013 et le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires prévu à l'article 8 du décret précité est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 13 - Documentation technique

Le titulaire doit agréments son offre d'une documentation technique précisant la composition et les caractéristiques des fournitures ainsi que les procédures courantes de son utilisation. Le prix de cette documentation est inclus dans le prix du marché.

Cette documentation technique doit être établie en langue française.

Article 14 - Formation

Sans objet.

Article 15 - Utilisation des résultats - Propriété intellectuelle

Sans objet.

Article 16 - Résiliation du marché

Les clauses des articles 29 à 36 du C.C.A.G. sont applicables avec les précisions suivantes.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général, l'indemnisation du titulaire est obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des fournitures reçues, un pourcentage fixé à 5%.

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

Article 17 - Règlement des litiges

Il est fait application des dispositions du chapitre 7 du C.C.A.G.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le Tribunal Administratif de Lille est compétent.

Article 18 - Langue et monnaie

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que le pouvoir adjudicateur lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte du marché est la même pour toutes les parties prenantes.

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet : fourniture de mobilier et d'équipements divers pour la nouvelle école d'art du Calais. Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance."

Article 19 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article dernier - Dérogations au C.C.A.G

Sans objet.